

Le Royaume Uni met à l'épreuve la cohésion de l'Union Européenne



C'est sans surprise qu'après la victoire du parti conservateur britannique aux récentes élections législatives, le Royaume Uni a annoncé son intention de convoquer une consultation populaire qui devra décider s'il reste au sein de l'Union Européenne ou s'il se sépare de ce bloc .

Le référendum était une promesse électorale de la campagne du premier ministre David Cameron. Hier, dans son discours annuel devant le Parlement, la reine Elizabeth II a annoncé qu'une loi à cette fin sera discutée sous peu, de telle sorte d'organiser la consultation avant la fin 2017.

Par cette annonce Londres fait du chantage aux autorités de l'Union Européenne, car le référendum est conditionné à l'acceptation par Bruxelles de reformer le contenu du Traité de Lisbonne, qui définit les aspects politiques et économiques qui régulent la vie de ce mécanisme.

Rappelons que le Traité de Lisbonne a remplacé ce qui aurait dû être la Constitution Européenne, qui devait sceller l'union politique du bloc, et qui avait été

rejetée par les populations de plusieurs pays dont la France, à cause des conséquences dangereuses pour quelques droits fondamentaux des travailleurs et des citoyens.

Le Pacte, signé dans la capitale portugaise en décembre 2007 a donné de plus grandes attributions à la Banque Centrale Européenne et a centralisé des décisions, comme la signature par les états membres du bloc d'accords commerciaux ou financiers avec des pays tiers. Ces accords devaient obtenir l'autorisation de Bruxelles.

Cette clause en particulier a gêné le puissant secteur bancaire de Londres connu comme la City, qui exige de plus grandes libertés concernant ses relations avec le reste du monde et moins de contrôle de la

part de ses partenaires européens.

Le Royaume Uni atteint avec nostalgie une réévaluation de sa monnaie, la livre sterling et il voit l'Euro comme un obstacle pour y parvenir.

D'autres sujets de discord sont les exigences macroéconomiques draconiennes des autorités centrales du bloc régional, à savoir maintenir sous contrôle certains indices dont le déficit fiscal et le montant de la dette publique. Ceux qui ne le feront pas, risquent de se voir frapper de sanctions.

Les Britanniques voient d'un mauvais oeil les programmes d'assistance aux économies les plus faibles de l'UE, parce qu'ils sont d'avis que les plus développés ne doivent pas charger sur leurs épaules les problèmes des pays moins défavorisés.

Au sein de l'Union Européenne, il n'y a pas de mécanismes effectifs de solidarité et de complémentarité, comme c'est le cas par exemple, de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique. C'est ainsi que les états du sud du Vieux Continent, comme l'Espagne, le Portugal, l'Italie ou la Grèce sont plus exposés aux turbulences financières globales.

Il manque encore beaucoup de choses à définir au sujet du référendum britannique pour décider s'il quitte ou non le bloc continental, mais une chose est certaine : une preuve de force a commencé entre les plus riches de cette partie là du monde. Comme il arrive toujours, les plus affectés seront toujours les pays les moins prospères et les secteurs les plus vulnérables de la population, dont les ouvriers, les chômeurs et les migrants.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/57534-le-royaume-uni-met-a-lepreuve-la-cohesion-de-lunion-europeenne>



Radio Habana Cuba